

Retraites : il est possible de gagner

par le

Collectif « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites »

<http://www.exigences-citoyennes-retraites.net>

Depuis six mois, le débat sur l'avenir des retraites est lancé. Le mérite n'en revient pas au gouvernement qui s'est livré à un simulacre de concertation pendant qu'il distillait une propagande mensongère en direction de la société et adressait des messages rassurants aux marchés financiers. Le débat a été imposé parce qu'un mouvement social, qui est allé croissant, s'est développé à l'initiative des organisations syndicales, notamment avec un temps particulièrement fort le 24 juin dernier. Le débat a commencé à pénétrer en profondeur dans le pays parce que, parallèlement, l'appel dit « Attac-Copernic : faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » a donné naissance à un mouvement citoyen rassemblant dans la plus grande unité associations, syndicats et partis politiques, de la base au sommet.

Ainsi, aujourd'hui, les enjeux des retraites et les dangers de la réforme prévue par le gouvernement sont évidents. Et nous devons réunir les conditions pour faire échouer le projet de loi.

Les mensonges et les non-dits du gouvernement

Il est avéré, annoncé par le Conseil d'orientation des retraites, reconnu par le Medef et approuvé par celui-ci, que le recul de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans et celui de l'âge de départ à taux plein sans décote de 65 à 67 ans, ainsi que l'allongement de la durée de cotisation à 41 ans en 2012 et à 41,5 ans en 2020, produiront au moins six effets :

- la baisse des pensions de tous les futurs retraités car ils seront très rares ceux qui auront pu satisfaire à l'exigence de cotiser plus longtemps, à cause du chômage élevé et de l'éviction par les entreprises des salariés avant 60 ans pour deux tiers d'entre eux ;
- les femmes, déjà victimes de fortes inégalités en termes d'emplois et de salaires, verront leur situation se détériorer davantage en raison de leur précarité et de leur vie professionnelle discontinuée ;
- les jeunes, entrant dans la vie active de plus en plus tard, ne pourront jamais avant 70 ans avoir une carrière leur permettant d'accéder à une retraite décente ;
- les salariés, hommes et femmes, ayant commencé à travailler avant 18 ans pourront partir plus tôt, à condition d'avoir la durée de cotisation requise... plus deux ans ! ;
- les travailleurs ayant effectué des travaux pénibles ou ayant été exposés à des dangers devront prouver qu'ils sont frappés d'un handicap d'au moins 20 % ; la non-reconnaissance des travaux pénibles est l'exemple type de promesse non tenue du gouvernement ;
- l'affaiblissement du système par répartition ouvre la voie à la capitalisation avec les mesures en faveur de l'épargne salariale.

Les raisons de l'acharnement du gouvernement à démanteler le système de retraites qu'il affirme vouloir sauver, en exauçant comme jamais les souhaits les plus profonds du Medef et des classes dirigeantes, doivent être cherchées ailleurs que dans l'allongement de l'espérance de vie. Allant même plus loin que nombre de ses voisins européens, le gouvernement français, après avoir multiplié les niches fiscales, met en œuvre une politique d'austérité pour colmater les brèches des finances publiques ouvertes par la crise du capitalisme et l'obligation de secourir le système bancaire et l'économie en récession. Véritable purge sociale, l'austérité pour les pauvres doit compenser les largesses pour les riches et l'impunité pour les fauteurs de crise.

Notre première exigence : le retrait de la réforme du gouvernement pour pouvoir construire ensuite un projet alternatif

Travailler moins et non pas plus est parfaitement possible dès lors que les gains de productivité sont équitablement partagés dans la société. Maintenir la retraite à 60 ans symbolise un droit humain fondamental : celui de pouvoir jouir en bonne santé des meilleures années qui restent à vivre. Ainsi se dégage le premier enjeu d'un projet alternatif : affirmer une conception de la place du travail dans la société, afin qu'un pan de la vie puisse se dérouler hors de toute subordination.

La condition de l'équilibre financier des régimes de retraites est l'augmentation progressive des prélèvements sociaux pour accompagner l'évolution des besoins. Les cotisations patronales sont bloquées depuis de nombreuses années, pendant que les dividendes distribués aux actionnaires se sont envolés dans une proportion égale à la baisse de la part salariale dans la valeur ajoutée. Nous proposons donc de soumettre à cotisations l'ensemble des dividendes et des revenus de la propriété.

Le débat ainsi posé permettrait d'inscrire une réforme des retraites dans un renouvellement complet des politiques économiques et sociales qui la solidifierait dans le temps :

- une dynamique favorable à l'emploi pour des travaux utiles à la population ;
- une répartition des revenus primaires qui rende possible un arbitrage démocratique entre réponse aux besoins sociaux aujourd'hui non satisfaits, investissements préparant un avenir écologique et réduction du temps de travail ;
- une réforme profonde de la fiscalité afin que cessent les inégalités de plus en plus insoutenables.

À l'offensive contre le projet de loi

Le 7 septembre, le gouvernement présentera son projet de loi devant le Parlement. Le 7 septembre, à l'appel des organisations syndicales, les salariés seront en grève et les Français seront dans la rue. Le 7 septembre doit être le jour qui signifie la prise à bras le corps par la société entière de la question des retraites. Les enjeux sont tels qu'ils dépassent un affrontement classique entre patronat et syndicats. Ils concernent le choix d'une société : ou bien l'approfondissement des inégalités et le délitement du tissu social par la désaffiliation progressive des individus à la collectivité, ou bien le renforcement des solidarités actuelles et futures.

Aussi, les signataires de ce texte, membres de l'appel national « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites », renouvellent-ils :

- le cri d'alarme lancé en avril dernier avant même que ne fut connu dans le détail le projet du gouvernement ;
- leur engagement total, au côté des organisations syndicales, pour faire échouer ce projet ; d'ores et déjà sont organisées de nombreuses initiatives et manifestations, allant du local au national : « lundis au soleil », réunions publiques, pétitions, saisine de la Halde pour discriminations envers les femmes, etc. ;
- leur détermination à porter jusqu'au moindre coin de France le débat dans toutes ses dimensions, de telle sorte que le peuple s'en empare, comme il a su toujours le faire lorsque des intérêts vitaux étaient menacés ; dans le cas présent, la société doit pouvoir se prononcer clairement.

Le processus de délégitimation du pouvoir politique en place est en cours. Ainsi s'expliquent les tentatives de diversion engagées par Monsieur Sarkozy et ses ministres. Mais en battant le tambour de l'insécurité et en désignant honteusement les immigrés et les Roms, ils n'arriveront pas à éteindre l'incendie de la crise ni le feu de broussailles des scandales politico-financiers, parce qu'ils ont attenté aux principes fondamentaux de la République et de la démocratie. Le déni de démocratie va jusqu'à bafouer la Constitution qui exige désormais que tout projet de loi soit accompagné d'une étude d'impact. Précisément, les retraites représentent un enjeu démocratique essentiel. Nous allons tout faire pour l'amplifier. Gagner contre la finance et ses mandataires est maintenant possible.